



Résumé de la Présidente

CFS - Consultation Régionale RAI pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Panama City, Panama

17 et 18 février 2014

Déclarations générales :

- Les principes doivent être basés sur les droits de l'homme et en particulier sur les droits et les intérêts des petits producteurs alimentaires et les ouvriers, y compris les pêcheurs.
- Le développement durable comprend les thèmes économiques, sociaux et environnementaux. Les questions culturelles ne devraient pas être considérées.
- Les investissements sont largement influencés par les institutions multilatérales, telles que les organismes financiers et les agences spécialisées des Nations Unies, et ils ne sont pas suffisamment présents dans cette discussion.
- Les principes doivent être suivis de façon à résoudre les problèmes spécifiques des pays, qui sont très différents les uns des autres, et ils ne doivent pas être mis dans un même panier.
- Aligner les principes de la déclaration de la CELAC sur les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales
- Ce processus global doit être agile pour s'adapter et intégrer les efforts des initiatives en cours. Il y a trop d'initiatives dans ce domaine et il est difficile de savoir quelle est la principale. Les implications d'avoir plusieurs produits qui traitent de questions similaires sont préoccupantes et doivent être examinées afin de réduire les chevauchements.
- Les principes doivent se centrer sur les personnes, plutôt que sur les secteurs, comme objectifs de l'investissement responsable.
- Nécessité de combler le fossé entre le secteur urbain et le secteur rural et d'inclure les jeunes, en fournissant les services de base pour faire de l'agriculture un moyen de subsistance attrayant pour l'avenir.

Question guide 1: Toutes les questions et aspects liés à la promotion des investissements agricoles responsables concernés sont-ils adéquatement abordés dans le Projet Zéro? Si non, que faut-il changer?

Les participants ont mentionné les domaines suivants comme nécessitant une attention particulière dans le document :

- Les besoins des petits agriculteurs et des agriculteurs familiaux, sans laisser de côté les moyennes et grandes exploitations.
- Le genre
- Protection sociale présentée comme un problème pour faire face l'insécurité alimentaire
- Accès aux marchés, en particulier pour les petits agriculteurs familiaux.
- Investissements créant plus d'opportunités de travail en vue de réduire la pauvreté
- Souveraineté alimentaire
- Droit à l'alimentation
- Accès à la terre et au régime foncier, sauvegarde des droits fonciers légitimes
- Droit aux semences et droits des agriculteurs
- Prix des aliments et volatilité
- Agro - écologie et utilisation d'intrants locaux, non seulement du point de vue de la production, mais aussi pour promouvoir la recherche
- Ouvriers agricoles et travail décent
- Peuples autochtones et Convention 169 de l'OIT
- Suivi et mise en œuvre des principes, en incluant des indicateurs permettant d'évaluer les impacts
- Pêche et aquaculture
- Développement rural et secteurs complémentaires : santé, éducation, infrastructure
- Déchets alimentaires
- Capital social et création de coopératives
- Education et renforcement des capacités des agriculteurs
- Créer des financements innovants et chercher de nouveaux mécanismes pour l'accès au crédit
- La production non-alimentaire et son importance pour la sécurité alimentaire devraient être plus explicites dans le document

- Le Cadre Stratégique Mondial devrait être mentionné dans l'introduction comme étant la base des principes
- Le développement durable devrait être ajouté au Principe 1
- Faire référence aux quatre principaux domaines de la sécurité alimentaire, et au caractère multisectoriel de la sécurité alimentaire - par exemple, examiner les secteurs complémentaires, tels que la santé, l'éducation et les infrastructures.
- Accès des agriculteurs aux semences et aux intrants

Question Guide 2: Les rôles et les responsabilités des parties prenantes concernées sont-ils clairement définis afin de faciliter la mise en œuvre des principes ? Si non, que faudrait-il changer?

En ce qui concerne les rôles et les responsabilités, les domaines suivants ont été soulignés:

- En ce moment, les rôles différenciés des différents acteurs ne sont pas suffisamment clairs.
- Examiner le rôle des parties prenantes séparément
- Les rôles et les responsabilités devraient être examinés en regard de chaque principe.
- Les investisseurs devraient être différenciés. Petits, moyens et grands *investisseurs* devraient être différenciés, de même que les petits exploitants, les coopératives et les ouvriers.
- Le rôle des parlementaires n'est pas explicite dans le document ou dans ce processus et pourtant ils ont un rôle-clé à jouer pour incorporer les principes dans les cadres réglementaires nationaux, dans l'élaboration de politiques fiscales et dans l'affectation des ressources.
- Rôle de l'Etat dans l'éradication de la pauvreté et des inégalités de revenus, ainsi que des inégalités entre les genres.
- Rôle de l'Etat pour assurer la participation des CSO
- Rôle du gouvernement dans la garantie ou la facilitation des programmes pour les petits producteurs et pratiques telles que l'agro-écologie
- Rôle de l'Etat dans la garantie d'une concurrence loyale sur les marchés, afin de protéger les petits exploitants de l'abus de pouvoir
- Rôle de l'État dans la gestion de la fluctuation des taux de change et du risque et protection des petits agriculteurs contre ces risques
- Gestion du risque de chaque investissement et rôle de l'Etat et de l'investisseur
- Rôle du gouvernement dans la facilitation de soutien et de liens avec les marchés pour les petits producteurs, en incluant les marchés locaux

- Rôle de l'État en tant que facilitateur et garant des besoins des producteurs, tels que infrastructure et garantir que les producteurs reçoivent un prix équitable.
- Le gouvernement devrait également avoir une responsabilité en matière de contrats, droits de l'homme et traités bilatéraux d'investissement.
- Rôle des investisseurs et de l'Etat dans l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur.
- Rôle des petits producteurs alimentaires à être plus vigilants dans la protection de leurs droits et de leurs moyens de subsistance.
- Rôle des populations autochtones et FPIC, en tenant compte du fait qu'elles ont leurs propres règles et lois, et que celles-ci doivent être respectées. Perspective des petits pays, quand les investisseurs arrivent dans un pays, ils doivent respecter les règles du pays et travailler avec les communautés locales.
- Secteur bancaire et gouvernements ont un rôle dans la facilitation de l'accès des petits exploitants au crédit et aux assurances.
- 'Petits exploitants' se réfère aussi à la pêche à petite échelle et à ses besoins concernant le crédit
- Examiner les lignes directrices volontaires, chapitre 12, point 6
- Se reporter aux meilleures pratiques et les incorporer dans les études et expériences existantes.
- Inclure les intermédiaires et leurs rôles aussi bien pour relier les petits exploitants aux marchés que pour appliquer les principes d'une façon plus large.
- Le rôle de l'État dans la facilitation de la bonne gouvernance, en considérant que les principes doivent être respectés, est crucial pour RAI.

Question Guide 3: Le projet zéro atteint-il le résultat souhaité de promouvoir l'investissement agricole contribuant à la sécurité alimentaire et appuyant la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ? Si non, que faut-il changer?

En évaluant si le projet global a atteint l'objectif zéro, les points suivants ont été soulevés:

- Le Projet Zéro met l'accent sur le statu quo au lieu de viser à améliorer les résultats souhaités
- Trop d'accent sur les marchés et les chaînes de valeur et pas assez sur les petits exploitants et sur les liens des petits exploitants avec les consommateurs et les marchés locaux.
- Pas de critères spécifiques pour définir ce qui constitue un investissement responsable pour le projet zéro écrit du point de vue des grands investisseurs. Les producteurs d'aliments à petite

échelle sont seulement mentionnés sous la protection sociale et ne sont pas reconnus comme les principaux investisseurs dans la production alimentaire.

- La protection des petits producteurs, des agriculteurs familiaux et des ouvriers devrait être la principale cible des principes.
- Les investissements devraient se concentrer sur la production alimentaire et non sur la production non-alimentaire.
- Le Projet Zéro n'aborde pas le thème des relations de pouvoir.
- Les petits exploitants devraient recevoir une part équitable de leur contribution à la production alimentaire.
- Les petits exploitants devraient être mieux intégrés dans la prise de décision et s'orienter vers une gouvernance alimentaire locale.

Question Guide 4: Les principes sont destinés à fournir des conseils pratiques de la part des intervenants , donc

a) La structure actuelle et la langue utilisées sont-elles claires et accessibles de façon à ce que toutes les parties concernées puissent les appliquer ?

Les participants ont proposé les modifications suivantes :

Langage

- Examiner le langage et la terminologie pour s'assurer qu'elles ne donnent pas lieu à une interprétation erronée.
- Le langage prête à confusion, par exemple les « États devraient » versus « les États sont encouragés ».
- Les termes et définitions utilisés doivent être clairement définis et basés sur la terminologie existante et acceptée. Les nouvelles définitions, par exemple les systèmes alimentaires, doivent faire partie de la négociation en mai.
- 'Petites exploitations familiales et agriculture familiale' doivent être utilisées comme termes au lieu de 'petits exploitants', car l'agriculture familiale a une portée plus large et est utilisée dans d'autres processus actuels à des Nations Unies .
- Au lieu de « sécurité alimentaire et nutrition », « sécurité alimentaire et nutritionnelle » doit être utilisée.
- Les termes figurant dans le document doivent être compatibles avec les Termes de Référence et ne pas les dépasser, par exemple, aborder une question spécifique comme le changement climatique alors qu'elle n'a pas été incluse dans les termes de référence.

- Les aspects non contraignants indiqués dans les termes de référence doivent être intégrés dans le document. Par exemple, les rôles et les responsabilités suggèrent quelque chose de plus contraignant et ne devraient pas être utilisés. Proposer la révision du document afin de supprimer le langage normatif.
- Se référer aux documents existants, tels que la Convention sur la Diversité Biologique, les Lignes Directrices Volontaires sur la Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers et les Recommandations de CFS40 concernant les investissements des petits exploitants.
- L'approche fondée sur les droits devrait être la base de chaque principe ainsi que le fil conducteur qui relie les principes.
- Nécessité de clarifier la définition de ' petits exploitant ' pour répondre à tous les acteurs qui sont impliqués dans l'investissement, c'est-à-dire les ouvriers, les pêcheurs, les coopératives, etc . Les termes « producteurs d'aliments à petite échelle et travailleurs agricoles » devraient être utilisés.
- Ajouter un glossaire pour définir les termes
- Des problèmes de traduction, ne pas traduire littéralement

Structure

- Proposer de modifier la structure pour lier les objectifs et l'application dans une seule section.
- La structure générale est source de confusion, la raison d'être des différentes sections n'est pas claire
- La structure est trop complexe et répétitive, par exemple chaque principe se répète
- Les rôles et les responsabilités devraient se trouver en dessous de chaque principe
- Les intervenants sont trop regroupés

4b) Comment les principes CFS- RAI peuvent être utilisés et mis en œuvre par les différents acteurs ?

- Suivre l'exemple des VGGT et ce que fait la FAO pour les mettre en œuvre, en tenant compte de l'article 3b
- Promotion de stratégies nationales de développement et facilitation de la connaissance, l'innovation et les bénéfices
- Établir des plateformes multi-acteurs pour la mise en œuvre au niveau des pays
- Aligner les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux avec les principes

- Les bailleurs de fonds, les fondations et les organisations régionales devraient intégrer les principes du CFS- RAI dans leurs activités
- Se reporter à GSF 92 et 93 et maintenir l’approche de bas en haut pour la mise en œuvre
- Besoin de penser à intégrer les principes dans le cadre de la politique actuelle.
- Une meilleure prise de conscience est cruciale pour la mise en œuvre, y compris dans les zones rurales éloignées
- Identifier et présenter des exemples positifs d’ investissements qui appliquent les principes
- Établir un dialogue permanent et fournir un soutien technique aux pays et aux autres investisseurs

Annexes

Annex 1. Break-Out Group Templates

Reporting Group UNO es castellano

BACKGROUND AND RATIONALE
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • No es práctico que queden los actores por separado • Incluir en el glosario, cuando exista, la base de los principios voluntarios y no vinculantes de la misma manera que se hizo en las Directrices Voluntarias para la tenencia de la Tierra. • Incluir dentro de la productividad de los recursos de la agricultura, pesca y acuicultura, llámese artesanal o en pequeña escala. • Debe quedar bien claro que son las inversiones agrícolas responsables y no dejarlas como “puede ser”. • Definir los sistemas alimentarios con el consenso de las partes involucradas. •
OBJECTIVE, NATURE AND SCOPE
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Los donantes deberían tratar directamente con las organizaciones sociales y no a través de los Estados porque se politizan la toma de decisiones. • Que se respete la enumeración de las partes interesadas que se negoció con los términos de referencia. • Que se incorpore lo aprobado por el Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición que son base para poder generar las reglas para que los productores de alimentos a pequeña escala puedan estar dedidamente identificados y diferenciados. (párrafos 30 b), c), 42 y 43) •

Suggestions for improvement

- Las citadas arriba.
-

PART I: FOOD SECURITY, NUTRITION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT (ECONOMIC, SOCIAL, ENVIRONMENTAL AND CULTURAL ISSUES)

FOOD SECURITY AND NUTRITION AND THE PROGRESSIVE REALIZATION OF THE RIGHT TO ADEQUATE FOOD IN THE CONTEXT OF NATIONAL FOOD SECURITY

PRINCIPLE 1

Gaps and/or redundancies:

- En el recuadro agregar un punto que diga que deben reducir la brecha entre lo rural y lo urbano, mejorando la calidad de vida de los habitantes rurales.
- Unir los títulos de objetivos y aplicación bajo una única sección que se denomine: Objetivos, forma de alcanzarlos.
- Priorizar el modelo de inversión de los productores de pequeña escala y modelo de mercado.(sistema alimentario locales) que benefician a los productores en pequeña escala y los trabajadores.
- La inversión no debe socavar los derechos de los agricultores, trabajadores y pescadores.
- En la sección objetivos se incorpora el término de “resiliencia”, dicho concepto no fue incorporado en el TOR y debería evitarse su utilización.
- En el segundo punto de objetivos debería ser reemplazado por incorporar “garantizar la disponibilidad de alimentos inocuos y nutritivos en cantidades suficientes con un nivel de producción adecuada, respetando los hábitos alimenticios y la interculturalidad de cada región y localidad”. “asegurar el acceso a alimentos inocuos y nutritivos para toda la población, preferentemente para la más vulnerable”, “asegurar el consumo adecuado de alimentos inocuos y nutritivos, respetando los hábitos alimenticios y la interculturalidad de cada región”, “garantizar medidas de adaptación a manifestaciones del cambio climático y prevención y contingencias frente a eventos como plagas y enfermedades, factores de mercado, situaciones de conflicto y otros que pudiera generar crisis de inseguridad alimentaria”
- En la sección de aplicación, se sugiere fomentar la inversión en infraestructura vial y de comercialización de alimentos, así como en servicios básicos, priorizando las zonas rurales. Incentivar la reducción de la vulnerabilidad a riesgos de desastres por el cambio climático.
- En la sección justificación no se entiende la “utilización adecuada” y excede a los TOR.
- Los procesos son dinámicos y cuando los terminos acordados necesitan ser revisados es menester que esta revisión se realice con el acuerdo de todos los actores involucrados, especialmente aquellos que son los receptores de las políticas.
- Incorporar posibilitar la inversión y el acceso a los mercados y los servicios productivos y los recursos de acuerdo a lo aprobado en la mesa del Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición sesión 40 del CFS, artículo 46 y 47.
- En relación con la sección aplicación respecto de la expresión "enabling environment", se sugiere eliminar el segundo punto de esta sección.
- En el punto que comienza con “la utilización de alimentos...” se mezclan muchos conceptos, hay que diferenciar entre los aspectos de salud y de nutrición.
- Se repite nuevamente el concepto de resiliencia que no se entiende.
- En el punto que se habla de mercados eficientes es redundante y se considera que las inversiones se deberían dirigir al fortalecimiento del entramado productivo en el que participan los productores de pequeña escala sin que esto signifique que se les incorpore en cadenas de valor.
- El último punto no se entiende a que se hace referencia con “mecanismos de protección social”
- Se considera más apropiado hablar de seguridad alimentaria y nutricional en lugar de nutrición.
- Fortalecimiento organizacional, formación académica y capacitación de acuerdo a sus necesidades.
- La necesidad de fomentar la inversión direccionando, el crédito,incluyendo lineamientos de acción para su ejecución.
- El rol del estado,no esta mencionado implícitamente en su participación, recordando que existen bienes no renovables y estratégicos, la participación de inversionistas debería ser consensuada con las organizaciones sociales , previniendo conflictos que afecten la existencia ,la economía , los intereses de la población agraria , pesquera y el estado.

•
ECONOMIC AND SOCIAL ISSUES PRINCIPLE 2
Gaps and/or redundancies: <ul style="list-style-type: none"> • Rol de las políticas públicas en apoyo a la inversión, debería promover créditos blandos de corto, mediano y largo plazo, dependiendo de las necesidades reales, así como mecanismos de financiamiento e incentivos. • Que siempre que se refiera a partes de las DVDTT se haga referencia explícita. • En la justificación no se entiende que significa la frase sobre los vínculos ascendentes y descendentes y anteriores y posteriores. • En objetivos donde se refiere la provisión de bienes y servicios públicos que se profundice más. • En objetivos no se entiende que significa “reforzar las oportunidades de subsistencia” parecería que no se propueve que dejen de ser pobres. • Crear subsidios a los pequeños agricultores y productores por parte del Estado y en la parte de la seguridad y cuando pierde, así como incentivos. • En Aplicación no poner potencialmente que “debería” evitarse el trabajo infantil sino directamente que se evite el trabajo infantil. • Se sugiere también agregar que: garantiza la sostenibilidad de una mejora económica y social, a través de la interacción entre actores locales que fomentan el desarrollo. • Agregar también que es importante que las inversiones responsables en agricultura y sistemas alimentarios estén articulados a una dinámica territorial, considerando aspectos ambientales, sociales, económicos y culturales, lo que permitirá la dinamización de la economía local logrando que las mejoras económicas y sociales en la población sean sostenibles en el tiempo.
ENVIRONMENT, NATURAL RESOURCES AND CLIMATE CHANGE PRINCIPLE 3
Gaps and/or redundancies: <ul style="list-style-type: none"> • Mencionar que las inversiones deben evitar el desperdicio de los alimentos. • En la Justificación: cuando se menciona al cambio climático, debería decir: “contribuir a la adaptación al cambio climático”. • Toda redacción sobre la cuestión mitigación del cambio climático en la agricultura debe estar en plena concordancia y coherencia con la Convención Marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático (CMNUCC) y hacer referencia expresa a sus principios y disposiciones. También se deduce del texto que cuando se refieren a la mitigación del cambio climático en la agricultura en términos absolutos (es decir, la minimización de los gases de efecto invernadero en términos absolutos) implicaría en términos reales bajar la producción agrícola y agropecuaria, lo cual iría en contra de la seguridad alimentaria y, por ende, de los objetivos de estas PRAI. • El borrador cero no hace referencia a la Agroecología, no hace un llamado a los sistemas agrícolas basados principalmente en el uso de los recursos locales y las interacciones naturales de los ecosistemas en vez de en los insumos externos, ni apoya los procesos ascendentes guiados por los agricultores y que utilizan del mejor modo posible el conocimiento tradicional de los productores locales, su experiencia, su experimentación y sus innovaciones. Todas estas lagunas siguen presentes pese al aumento de los informes de alto nivel, incluidos los del Relator Especial de las Naciones Unidas sobre el derecho a la alimentación y la Evaluación Internacional del Papel del Conocimiento, la Ciencia y la Tecnología en el Desarrollo Agrícola (IAASTD), y el llamado del Informe sobre comercio y medio ambiente de 2013 de la UNCTAD para que se invierta en los modelos agroecológicos de producción como la mejor forma de combatir el hambre y la crisis del cambio climático. También en la declaración final de la I Reunión de Altos Funcionarios sobre Agricultura Familiar de la CELAC, realizada el 5 y 6 de noviembre del 2013, los países miembros resaltan la necesidad de invertir en ciencia, tecnología e innovación amigables con el medio ambiente, de bajo costo y popular, con enfoque agroecológico, para el desarrollo de la producción agrícola, ganadera, acuicultura de recursos limitados, pesca y silvicultura comunitaria. • El apoyo a la Agroecología debería plasmarse en particular en los principios 2, 3 y 4: los métodos agroecológicos que son adecuados para bioregiones concretas deberían alentarse y respaldarse. La Agroecología debe vincularse a los conocimientos tradicionales y locales, y debe reconocerse el

<p>valor cultural-ecológico de los métodos agroecológicos.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ser coherentes con el párrafo 40 y 44 acordados en mesa del Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición sesión 40 del CFS. • Agregar que se haga frente a eventos como plagas y enfermedades.
<p style="text-align: center;">CULTURAL ISSUES PRINCIPLE 4</p>
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hacer expresa mención al Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas. • Agregar en el Segundo punto de Objetivos de las poblaciones rurales, pueblos indígenas y comunidades afrodescendientes • Ser coherentes con el párrafo 40 acordado en mesa del Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición sesión 40 del CFS, sobre semillas. • En la redacción de este principio, en el primer punto se considera más adecuado utilizar la expresión "tener en cuenta el patrimonio cultural (...)" y modificar el término "paisaje" por ecosistema. • Se sugiere respetar el patrimonio cultural y los paisajes, así como revalorar los conocimientos tradicionales, promoviendo su difusión, expansión y aplicación.
<p style="text-align: center;">ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART I</p>
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • . Dada la naturaleza voluntaria de los PRAI, no es apropiado utilizar la expresión "roles y responsabilidades", ya que las responsabilidades conllevan a la idea de obligación. En su lugar, se debería hacer mención a "recomendaciones y guías" u otras expresiones más acordes a la naturaleza no vinculante de los principios. • Propuestas específicas de modificación de texto: • En concordancia con lo señalado en el punto B. 3, las expresiones "entorno institucional y normativo propicio" contenidas en el párrafo 1 referido a los Estados deberían ser eliminadas. En su lugar, se debería hacer referencia a "promover estrategias de desarrollo nacional". • Asimismo, se deberían eliminar expresiones como "entorno mercantil competitivo y transparente" y "intensificación agrícola sostenible adaptada al clima" (noveno punto del mismo apartado), por no ser expresiones que tengan una definición consensuada a nivel multilateral y, por lo tanto, agregan complejidad a la futura negociación de los PRAI. • Tampoco es clara la redacción del tercer punto sobre, la cual hace referencia los Estados "establecer sistemas sostenibles, asequibles y eficaces", Por lo tanto, debería eliminarse este punto en tanto la Presidencia del GTCA no proponga una redacción que clarifique a qué refiere esto. • Se sugiere la eliminación del punto 8 porque no es conveniente hacer referencia a los modelos de producción ya que cada país aplicará el modelo que considere más adecuado en función de las características agroecológicas de cada región. • En relación con las secciones dirigidas a los inversores, se hace referencia a que apliquen normas ambientales internacionales, y no se entiende a cuáles se refiere. Los Estados, cumplirán aquellos compromisos que les sean oponibles en virtud de los compromisos que hayan contraído. • Diferenciar el rol de cada actor porque no se encuentra bien diferenciado, especialmente que se

<p>haga para los productores de pequeña escala y trabajadores agrícolas.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hacer referencia al rol del Estado en la implementación de políticas de promoción y apoyo de las inversiones para y por los productores de pequeña escala. • Falta hacer mención al rol del Estado como proveedor de los servicios públicos básicos, rol que le compete únicamente al Estado. • Cuando se menciona que el Estado debe proveer educación, ésta debe ser específica y servir para incentivar el relevo generacional en zonas rurales. • No utilizar expresiones tales como “entorno propicio” como ya se dijo. • Agregar en la sección que habla de los Estados: eliminar el trabajo infantil y toda forma de discriminación al trabajo decente de hombres y mujeres. • Respecto al rol de los inversores, el quinto que se refiere a la ordenación ambiental, corresponde a los Estados y no a los inversores y además debería hacerlo mediante un mecanismo participativo, por lo tanto se sugiere eliminarlo de ahí. • Cuando dicen que deben generar oportunidades de subsistencia, no se considera apropiado el término, podría ser de empleo o de otra cosa diferente a subsistencia. • El apartado sobre instituciones está sólo orientado a investigación agrícola, pero no se hizo referencia alguna a ello en los Principios del 1 al 4. Es una bolsa muy grande y no se dice cual es su participación y vinculación real con los principios. •
--

Suggestions for improvement

<ul style="list-style-type: none"> • •
--

PART II POLICY COHERENCE AND SECTOR DEVELOPMENT

PRINCIPLE 5
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Falta coherencia de las políticas, primero los alimentos y no los agrocombustibles, y con el derecho a la alimentación. • Los Tratados Comerciales y de Inversión deben ser coherentes con el derecho a la alimentación. Ver los párrafos 31, 32, 39 y 48 del mesa del Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición sesión 40 del CFS. • La extensión agropecuaria es el origen de todo, como tal debería estar bien diferenciada y detallada en estos Principios. Para lograr la seguridad alimentaria se debería comenzar por ahí. • Falta la incorporación del concepto de “diálogo de saberes” que ya ha sido reconocido por la Conferencia Regional de FAO. • No resulta coherente sino redundante incorporar la frase sobre que “abordan todos” • Se considera necesario modificar la redacción de este principio que hace referencia específica a las políticas, leyes y regulaciones, que son competencia de los Estados. • • Al respecto, se propone la siguiente redacción (agregados en mayúscula): • • Las inversiones responsables en agricultura y sistemas alimentarios están respaldadas por políticas, legislación y reglamentos que: • • TIENDEN A SER coherentes entre sí; • abordan todos los aspectos de las inversiones responsables que se describen en el presente Documento, CUANDO ELLO SEA PROCEDENTE, • o - abordan todos los aspectos de las inversiones responsables que se describen en el presente Documento, DE ACUERDO A LAS ESTRATEGIAS DE DESARROLLO NACIONALES.

-
- Asimismo, en la sección referida a "Justificación", se pone en un pie de igualdad al Estado y a los inversores privados a la hora de coordinar y armonizar esfuerzos y actividades, lo cual no resulta adecuado. Es el Estado el que fija las políticas, normas y regulaciones en función de su estrategia de desarrollo nacional. Por lo tanto, se debe evitar enfoques como el de este párrafo.
-
- Al respecto, debería sostenerse que el principio 5 es suficientemente autoexplicativo, por lo que en aras de la simplificación se debería evitar un desarrollo como el presentado en el párrafo en cuestión. Bastaría con que este párrafo hiciera mención a la importancia que tiene el hecho de que las principales políticas, normas y regulaciones que se deciden a nivel de cada país en función de las propias estrategias nacionales de desarrollo tiendan a ser coherentes entre sí, en todos los niveles.
-
- Por su parte, se reitera la inconveniencia de hacer mención a un "entorno que propicie..." (primera oración de la sección "Justificación").
-
- En la sección "Aplicación", segundo párrafo, se sostiene que "Los gobiernos de los países que invierten, que promueven inversiones en el extranjero o que son la sede de inversores privados transnacionales deberían velar por que la conducta de los inversores sea congruente con la protección de los derechos humanos y los derechos legítimos de tenencia, en consonancia con las disposiciones establecidas en las Directrices voluntarias, así como promover la seguridad alimentaria y la nutrición y el desarrollo sostenible y sus propias políticas y compromisos relativos al desarrollo. Las iniciativas voluntarias del sector privado de elaboración de tales normas en los países en desarrollo son importantes y deberían reconocerse y aprovecharse".
-
- Al respecto, se debe recordar la naturaleza voluntaria de las DVT, por lo que la redacción anterior no es adecuada cuando se hace referencia a la implementación este instrumento.
-
- Asimismo, no queda claro a qué hace referencia la última oración del párrafo cuando menciona "iniciativas voluntarias del sector privado de elaboración de tales normas..." ni qué implica que las mismas "deberían reconocerse y aprovecharse".
-
-

ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART II

Gaps and/or redundancies:

- El Segundo punto de "se estimula a los Estados" debería ser más general diciendo "todos los niveles" por cuanto cada país tiene sus propios nombres.
- Cuando se habla de elaborar por parte del Estado se debería agregar que debe ser en coordinación con las partes interesadas en la cuestión.
- En esta sección, cuando se hace referencia a los Estados, abundan expresiones tales como "establecer y poner en práctica políticas, leyes y reglamentos transparentes y previsibles" y "crear un entorno que propicie las organizaciones incluyentes y eficientes...", cuyo significado y alcance no es claro, tal se señaló en punto A. III.
- Asimismo, en el apartado que refiere a "Se insta a los Estados de origen de los inversores transnacionales a:", en el segundo punto se hace alusión a "que actúen en consonancia con las normas de gestión ambiental, más exigentes", se debería hacer referencia clara a qué tipo de normas se refiere esta expresión.
- Por su parte, en el tercer párrafo de la sección se hace referencia a los Tratados Bilaterales de Inversión (TBI), lo cual excede lo estipulado en los ToR. Asimismo, dado que se trata de un tema sumamente delicado que se está debatiendo en los foros especializados - en particular en lo

atinente a nuevos modelos de TBI que contemplen los intereses de los inversores, sin menoscabar la competencia de los Estados nacionales para fijar políticas públicas -, se debería omitir el tratamiento de este tema para no complejizar las negociaciones.

- Asimismo, la cuestión de la presentación de informes y revisiones de las inversiones extranjeras tal señala el párrafo no es viable operativamente en muchos casos. Por ejemplo, la Argentina no cuenta con un mecanismo legal de seguimiento de las inversiones extranjeras, ni un registro de las mismas, las cuales se realizan en pie de igualdad con los inversores nacionales.
- En función de lo anterior, se propone eliminar el párrafo bajo análisis.
- Ver los párrafos 33, 50 y 51 del mesa del Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición sesión 40 del CFS.
- Elementos para fortalecer la Coherencia entre las políticas
-
-
- (1) Las plataformas de múltiples actores deben apoyar la implementación a nivel nacional y regional para darle coherencia
-
- (2) Gobiernos nacionales y las partes interesadas deben desarrollar estrategias nacionales de implementación y se espera que otros actores (donantes, agencias internacionales, corporaciones, etc.) respeten las decisiones nacionales;
-
- (3) Tratados bilaterales de inversiones y comercio deben respetar los principios iar (actualmente, estos tratados se pueden hacer cumplir a nivel internacional a través de mecanismos de arbitraje, mientras que los principios iar serían recomendaciones);
-
- (4) Todas las partes interesadas deben aplicar los principios iar en sus propios programas y operaciones;
-
- (5) Hay un debate en curso dentro del CFS para identificar los mejores mecanismos innovadores para garantizar un seguimiento eficaz de las decisiones del CSA. Sin embargo, debe quedar claro que el CSA debería desempeñar un papel de supervisión global con respecto a la aplicación de los principios iar del CSA. Entre otras cosas, todos las partes interesadas deben informar al CSA en cuanto a sus acciones de apoyo a esta implementación. Este intercambio de experiencia y conocimiento permitiría identificar lecciones para mejorar la aplicación sobre el terreno
-
- (6) Las agencias de NU basadas en Roma deben desempeñar un rol de liderazgo para garantizar la
- Coordinación internacional de los esfuerzos de las diferentes partes interesadas para implementar los principios iar a nivel nacional.

Suggestions for improvement

-
-

PART III GOVERNANCE, GRIEVANCE MECHANISMS AND ACCOUNTABILITY

GOVERNANCE AND DECISION MAKING PROCESSES

PRINCIPLE 6

Gaps and/or redundancies:

- No se considerada apropiado utilizar la expresión "buena gobernanza", ya que no es claro su significado y alcance, por lo que se debería eliminar el primer punto del principio 6.
-
- En relación con el segundo punto, es más apropiado hacer referencia a "partes interesadas" en lugar de "comunidades implicadas", y agregar al final del punto "cuando sea procedente" en tanto se trata de cuestiones que se deben decidir a nivel nacional, en función de los propios sistemas de representación y de las prioridades y posibilidades de cada país.
- La Aplicación de la buena gobernanza resulta muy amplio y debería especificarse más, convertirlo en una acción objetiva.
- Incorporar el tema de la soberanía alimentaria, la plataforma de múltiples actores para desarrollar políticas nacionales, incluir los desbalances de poder en los mercados y el consentimiento libre, previo e informado para todas las comunidades afectadas.
- Ver los párrafos 37 y 38 de la mesa del Comité de Seguridad Alimentaria para la Política para la Inversión en Agricultura en pequeña escala en favor de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición sesión 40 del CFS.
- Que las consultas no sean solamente a los pueblos indígenas sino a todas las poblaciones locales afectadas.
-

GRIEVANCE MECHANISMS**PRINCIPLE 7****Gaps and/or redundancies:**

- No es claro cuando dice "se ven reforzados" habría que revisar esto.
- En este punto, es necesario hacer referencia al nivel nacional, por lo que este principio debería expresar: Las inversiones responsables en agricultura y sistemas alimentarios se ven reforzadas A NIVEL NACIONAL mediante (...)"
- En el punto de aplicación se debería reemplazar la palabra "disfrutar" por alguna más apropiada, como tener acceso igualitario, por ejemplo.
- Luego de la revisión de las inversiones, deberían poderse reabrir los términos de los contratos en el caso de no lograrse los resultados esperados, especialmente para los grupos más vulnerados.
- Deberían establecerse claros mecanismos de compensación acordados o consensuados en la plataforma de multiactores promovida.
-

REVIEW MECHANISMS AND ACCOUNTABILITY**PRINCIPLE 8****Gaps and/or redundancies:**

- No se hace mención a la existencia de indicadores para medir si fue exitoso.
- Es necesario asegurar la contabilidad en los procesos de toma de decisión y de acción, vinculado al último punto de los Objetivos.
- Tal se señala en los ToR, la sección de mecanismos de revisión y rendición de cuentas debe seguir como modelo lo acordado en DVTT (secciones 3B y 4 y parte 7.
- Por lo tanto, se debería generar una redacción similar a la contenida en el punto 26.1 de la Parte 7 (Promoción, ejecución, seguimiento y evaluación) de las DVTT, que sostiene: "De acuerdo a la naturaleza voluntaria de estas Directrices, los Estados tendrán la responsabilidad de su ejecución, seguimiento y evaluación".
-
- Asimismo, se puede hacer mención al Comité de Seguridad Alimentaria Mundial (CSA) como el foro donde se intercambien experiencias respecto de la aplicación de estos principios, tal ocurre en el punto 26.4 de la parte 7 de las DVTT.
- Incorporar e incluir la participación de los actores locales especialmente los ligados a la producción en pequeña escala.

- Explicar el significado y la implicancia de la rendición de cuentas así como los indicadores a utilizar que deben ser consuados en la plataforma de multiactores.
-
-

ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART III

Gaps and/or redundancies:

- En el apartado " Se estimula a los Estados a: ", en el quinto punto se debería reemplazar "CREAR" por "PROVEER" o "GARANTIZAR LA EXISTENCIA DE ...".
- Asimismo, en el sexto punto referido a " proporcionar orientaciones y supervisión sobre mecanismos no judiciales ", se debería agregar "DE CORRESPONDER", atento a que no necesariamente deben preverse mecanismos de solución de disputas administrativos o no judiciales, en tanto es suficiente con garantizar la existencia de órganos judiciales para la solución de disputas.

Suggestions for improvement

-
-

Reporting Group ES 2

BACKGROUND AND RATIONALE

Gaps and/or redundancies:

- Glosario con los términos acordados. Existe la necesidad de cuidar la terminología a utilizar, dado las diferencias entre países.
- Existen países que ya tienen su propia terminología por lo cual es difícil la aplicación de glosario.
- La unificación a través del glosario es para unificar criterios.
- No utilizar terminología que no ha sido acordada a nivel multilateral, ya que puede traer consecuencias luego. Lo bueno de esto es la simplificación de la comunicación. (Sistemas alimentarios, entorno favorable, marco de políticas propicio)

OBJECTIVE, NATURE AND SCOPE

Gaps and/or redundancies:

- Debería repetirse en relación con la mención a partes interesadas la numeración efectuada.
- Agregar otros stakeholders y ampliar las partes interesadas, sistema financiero, organismos que otorgan microcréditos.
- Reforzar en todo momento la naturaleza voluntaria de los principios lo cual debe verse reflejado en el lenguaje.
- Promover la permanencia en el medio rural.
- Las inversiones además de promover el desarrollo rural lo hacen con el urbano, favoreciendo también el consumo rural y urbano.
- Desarrollo de agricultura periurbana.
- Puntualizar seguridad alimentaria y nutricional. Aunque puede ser un error de traducción de idioma.
- Aclarar que los documentos están centrados en las dos primeras dimensiones de la seguridad alimentaria, producción de los alimentos y el acceso.
- Partir de cambios importantes en comité de seguridad alimentaria, nueva visión y nuevo enfoque de lo que tiene la propia fao, alimentación y agricultura, importante a tener en cuenta, objetivos de

erradicar el hambre en el mundo, no podemos decir que este documento aborda solo dos temas sino que también otros, buscando disminuir las desigualdades q existen.

-
-

Suggestions for improvement

-
-

PART I: FOOD SECURITY, NUTRITION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT (ECONOMIC, SOCIAL, ENVIRONMENTAL AND CULTURAL ISSUES)

FOOD SECURITY AND NUTRITION AND THE PROGRESSIVE REALIZATION OF THE RIGHT TO ADEQUATE FOOD IN THE CONTEXT OF NATIONAL FOOD SECURITY

PRINCIPLE 1

Gaps and/or redundancies:

Se sugiere enfoque integral, multidimensional y multisectorial que abarque las 4 dimensiones que hacen a la seguridad alimentaria, respetando los términos de referencia.

- De acuerdo con el lenguaje ya acordado e incluir 2 elementos, priorizar el modelo de inversión a pequeña escala y el modelo de mercados, modelos de sistemas de mercados locales y comunidades. Incluir en la redacción del principio 1 la mención a los derechos humanos. (Las inversiones no deberían socavar los derechos humanos).
- No se está de acuerdo con el concepto de resiliencia porque no existe una definición acordada respecto al concepto.
- El CSA debería definir un concepto claro.
- Tener en cuenta local, nacional e internacional, lo cultural no debe exceder a la producción.
- Inversión agrícola responsable, respeto a lo cultural, a cada lugar, cada pueblo y sus costumbres.
- Vision de desarrollo y explotación, respeto de las 2 posturas. La cultura no afectaría al desarrollo.
- En lugar de desarrollo tener en cuenta el crecimiento económico.
- Desarrollo sostenible definido y se compone por lo económico, social y ambiental.
- La cultura no debería frenar el desarrollo y las inversiones responsables en los países.

ECONOMIC AND SOCIAL ISSUES

PRINCIPLE 2

Gaps and/or redundancies:

- No hay mención de que el pequeño productor puede generar inversiones.
- Fortalecer la capacidad de los gobiernos para vigilar el cumplimiento de la normativa interna en materia de legislación laboral, seguros agrícolas, etc.
- Forma de la redacción. Cuando se menciona a las mujeres se redunda y menosprecia. Reforzar la cuestión de género. Inversion responsable debe garantizar los derechos de mujeres y niños. Tener en cuenta el tema migratorio, el trabajo agrícola es sustentado por migrantes, políticas y reglas que reglamenten los derechos de los migrantes.
- Población "vulnerable", termino a utilizar mas amplio.
- Rol de las políticas publicas por y para la producción de los alimentos a pequeña escala. Los principio RAI deben tratar de complementar las lagunas dejadas por las directrices voluntarias.
- Condena a toda forma de acaparamiento de tierras.
- Respetar el rol y los derechos de los recursos de propiedad común en el sostenimiento de las familias de productores rurales y los medios de vida.
- Trabajo decente, garantizando las obligaciones dentro de la OIT, pago de salarios básicos incluyendo a los inmigrantes.

- Impuestos, inversores privados sobre todo las extranjeras deberían pagar impuestos.
- El estado además de facilitar las inversiones incluir mecanismos de contralor obligando a esa inversión a tener un compromiso financiero que contribuya, y esas inversiones seguir determinados parámetros, internabilizando costos de su actividad productiva.
- Quitar la última oración de la sección aplicación porque resulta redundante.
- No reabrir el contenido de directrices voluntarias y en los casos en que se toquen los temas abordados hacer referencia explícita a ese instrumento.
- Eliminar el segundo párrafo de justificación. La dvtt (directrices voluntarias de tenencia de tierras) deberían aplicarse, cuando corresponda, para fomentar las inversiones a largo plazo, por parte de diferentes agentes, incluidos los productores a pequeña escala.
- Inclusión de jóvenes, incentivo a la permanencia en el medio en el que viven, para garantizar la continuidad de la actividad productiva y de la provisión de alimentos.
- Servicios financieros a productores a pequeña escala, no hay acceso financiero a los bancos.
- No aparece mencionado el microcrédito.
- Guía de directrices voluntarias y tomar párrafos.
- Mejorar la tecnología aplicada a la producción de alimentos, tema transportes, mejoramiento, especialización, carreteras.

ENVIRONMENT, NATURAL RESOURCES AND CLIMATE CHANGE

PRINCIPLE 3

Gaps and/or redundancies:

- No solamente regenerar sino desarrollar funciones productivas y sus alternativas.
- En los casos que se pueda optar por formas de producción que tienen impacto más acotados o que incluso generan servicios ecoambientales- al cambio climático, utilizarlos.
- Mitigar cambio climático no necesariamente implica reducir la producción, sino explorar formar alternativas
- En el caso de biocombustibles existe trade off en el uso de la tierra para producir alimentos o insumos para generar energía.
- Alentar la producción de biocombustibles, intensificación productiva con sustentabilidad. No por producir biocombustibles vamos a dejar de producir alimentos, países de gran escala pueden producir y realizar eficientemente las dos actividades.
- Acceso de semillas, agua y tierras, reducción de emisiones en agricultura industrial, deforestación. Respeto a la salud y bienestar animal, métodos agroecológicos aplicados para nuestras regiones. La agroecología debe vincularse con los conocimientos tradicionales y locales, mucho conocimiento tecnológico pero también conocimiento cultural de los métodos agroecológicos.
- Se debe tomar en cuenta la contribución de los agricultores y los optentores a la conservación y el desarrollo de los recursos fitogenéticos, promover la capacidad de los pequeños agricultores especialmente las mujeres para acceder a las semillas que necesitan y para mejorar producir conservar comprar e intercambiar vender y usar dichas semillas comprendidas las variedades locales indígenas y modernas. Se deben fortalecer los sistemas participativos de investigación, extensión y servicios agrícolas en particular los que responden a las necesidades específicas de los distintos agricultores para aumentar su productividad y diversificar su producción y mejorar su valor nutricional. El enfoque ideal consiste en combinar los conocimientos tradicionales de los agricultores y de los pueblos indígenas con los resultados de las investigaciones científicas.

CULTURAL ISSUES

PRINCIPLE 4

Gaps and/or redundancies:

- Grandes inversores locales, e inversores que respeten a las poblaciones locales, la biodiversidad, garantizando el marco regulatorio. (Brasil-Sector privado)
- Tener en cuenta procesos de descentralización territorial, que permiten recabar las opiniones y desarrollar además procesos autogestionarios (CR – UY)
- Ser mas explicitos con el termino vulnerables: pastores, recolectores, agricultores urbanos, artesanos, productores familiares, afrodescendientes (MSC)
- Hablar de ecosistemas en lugar de paisajes (Gob. AR)

- Incluir en ecosistemas tierras ancestrales (MSC)

ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART I

Gaps and/or redundancies:

- Diferenciación de la naturaleza de los distintos actores, proponemos mencionarlo como recomendaciones y guías. Se utilizan términos que no se conoce el alcance, entorno mercantil competitivo y transparente, en el punto 8 se hace referencia a fomentar modelos de producción pero se considera que la elección debe ser designada dentro de cada país, no es apropiado de hablar de diferentes modelos de producción. Tema preocupante en el 4 punto de inversores se hace referencia a aplicar las normas ambientales internacionales y no queda claro cuales son. (Gob. AR, Sector privado Ar.)
- En 2do punto no solo facilitar y dar beneficio sino también fomentar a conservar los nutrientes que se llevan de las tierras. Crear o desarrollar ámbitos de plataformas entre sector privado, productores, investigadores agropecuarios, gobierno. (UY)
- Incentivar las inversiones de pequeños productores por medio, por ejemplo, de los pagos de los servicios ambientales derivados de las actividades productivas. Estos pagos deben estar en concordancia con la normativa internacional. (CR)
- Estado tiene responsabilidad sobre cuestiones vinculantes con los derechos humanos, derecho a la alimentación adecuada. Los inversores deben respetar los derechos humanos. Los estados deberían al momento de empezar a implementar las IAR, tener en cuenta el marco estratégico mundial. Incluir los párrafos 92 y 93 del marco estratégico mundial. CEDAW incluir la no discriminación de la mujer. Primera reunión de altos funcionarios sobre la CELAC. Instituciones y sociedad civil considerar que los estados deberían fortalecer la institucionalidad de asociaciones de agricultores, productores a pequeña escala. Implementación y monitoreo de la rendición de cuentas de inversión. (MSC)
- Incorporar entre las partes interesadas parlamentarios (RD)

Suggestions for improvement

-
-

PART II POLICY COHERENCE AND SECTOR DEVELOPMENT

PRINCIPLE 5

Gaps and/or redundancies:

- Reformulación del principio 5.
 - Las políticas TIENDEN a ser coherentes entre si.
 - Abordan todos los aspectos de las inversiones responsables SEGÚN CORRESPONDA (de acuerdo a sus capacidades y atribuciones). Otra alternativa para ese segundo punto es Abordan todos los aspectos de las IAR que se describen en el presente documento, de acuerdo con las estrategias de desarrollo nacional (Gob. AR).
- Se debe receptar la naturaleza diferenciada de los actores, evitando enfoques como el contenido en la justificación, donde se pone en un pie de igualdad a los inversores y Estado a la hora de coordinar esfuerzos y actividades. Las responsabilidades de Estado y privado difieren y eso debería ser tenido en cuenta. (Gob. AR).
- En Aplicación, párrafo 2, se mencionan las DVTT y a su implementación. La redacción no parece adecuada, hay que recordar la naturaleza voluntaria de su implementación, cuidar la terminología. Se referencia además las iniciativas voluntarias del sector privado en el desarrollo de estándares. No queda clara esa expresión.(Gob AR)
- Párrafo 1 Justificación. Equilibrar intereses de productores de gran, pequeña y mediana escala.

<p>Especificar los diferentes tipos de actores.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coherencia de las políticas. MSC prioriza alimentos y no biocombustibles. En Segundo lugar, la coherencia con el derecho a la alimentación. Tercero, los tratados comerciales y la inversión deben ser coherentes con el derecho a la alimentación. (MSC). • Sobre las DVTT, se considera la posibilidad de reexaminar las políticas, las estrategias y los presupuestos de los sectores agrícolas urbano y rural, con especial atención en la promoción del acceso de los pequeños productores –mujeres- a los activos productivos locales, nacionales, capacitación, tecnología y servicios de apoyo a la agricultura. (MSC). • Facilitar acceso a los servicios financieros (MSC). • Necesidad de coherencia entre las políticas macro y las políticas sociales y de seguridad alimentaria.
ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART II
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Imprecisión en la terminología cuando se hace referencia a prácticas políticas y reglamentos transparentes y previsible y a entorno previsible de políticas. En el apartado “se insta a los estados de origen de los inversores transnacionales a” en el segundo punto se hace alusión a “velar por que las empresas que invierten en el extranjero...” actúen en consonancia con las normas de gestión ambiental más exigentes. En el tercer párrafo se hace referencia a los tratados bilaterales de inversión lo cual excede a los TOR, consideramos que no debería estar en el tratado. Se habla de presentación de informes y revisiones de las inversiones extranjeras lo cual en muchos casos no es viable en muchos países, y esto en algunos casos es totalmente inaplicable. (Gob. Ar.) • Los estados deberían establecer las plataformas de todas las partes interesadas para tener una coherencia política de todas las leyes si hay alguna que esta atrasada hay que mejorarla La importancia de receptar el consentimiento previo, libre e informado de las comunidades (MSC). •

Suggestions for improvement

<ul style="list-style-type: none"> • •
--

PART III GOVERNANCE, GRIEVANCE MECHANISMS AND ACCOUNTABILITY

GOVERNANCE AND DECISION MAKING PROCESSES
PRINCIPLE 6
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se propone cambiar el punto 2, modificar la participacion significativa de las comunidades implicadas, por partes interesadas y previo e informado de las poblaciones indigenas por comunidades implicadas. (UY) • Iniciar el debate sobre soberanía alimentaria, reafirmar la creación de plataforma de multiples actores para desarrollar políticas nacionales. Incluir los desbalances de poder en los mercados. En las 3 B, punto 6 de DVTT, tomar en cuenta que las comunidades podrían decir no a las inversiones agrícolas y respetar la oposición al proyecto de las comunidades, debe haber consultas de todos los miembros de las comunidades. Los estados deben tomar en cuenta los 3 convenios a nombrar a continuación: convenio 169 de la OIT, el convenio sobre diversidad biológica y la declaración de la ONU sobre los derechos de los pueblos indígenas que se encuentra en el capítulo 9.3. (MSC). • Al final del segundo punto al principio nos gustaría agregar segun corresponda. El primer punto hace referencia a buena gobernanza pero que es buena gobernanza? (Gob. Ar.) • Propuesta alternativa, mejorar la gobernanza. (MSC). • Tener en cuenta que existe el concepto de gobernanza responsable en DVTT. (RD).
GRIEVANCE MECHANISMS
PRINCIPLE 7
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se ven reforzadas a nivel nacional mediante.
REVIEW MECHANISMS AND ACCOUNTABILITY
PRINCIPLE 8
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agregar que el mismo debe estar basado en leyes locales, deben ser practicas en su implementacion y tener un costo que lo haga efectivo. En la parte de aplicación en el primer párrafo resulta importante quien es quien lo aplica. (SP. AR) • Participacion de los actores locales y la explicacion del significado e implicancia de la rendicion de cuentas. (MSC). • Tal se señala en los TOR la sección de mecanismos de revisión y rendición de cuentas debe seguir como modelo en lo acordado de DVTT sección 3 B y 4 y parte 7, por lo tanto se debería generar una redacción similar a la contenida en el punto 26.1 de la parte 7 de DVTT, que dice “de acuerdo a la naturaleza voluntaria de estas directrices, los estados tendrán la responsabilidad de su ejecución, seguimiento y evaluación, asimismo se puede hacer mención al comité de seguridad alimentaria mundial como el foro donde se intercambien experiencias respecto a la aplicación de estos principios, tal ocurre en el punto 26.1 y 26.4 para obtener de allí la referencia (Gob. Ar.) •
ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART III
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plantear se estimule asumir la función fiscalizadora de los legislativos en relación con las inversiones responsables. (RD) • Agregar que se sume en estas consultas a los inversionistas. (SP. AR.) • El rol de los estados en políticas publicas a nivel nacional para promover y apoyar las inversiones de los diferentes actores. • Respecto del 6 punto, referido a proporcionar orientaciones y supervisión sobre mecanismos nos judiciales se debería agregar “cuando sea aplicable”. (Gob. Ar)

Suggestions for improvement

-
-

Reporting Group ENGLISH GROUP

BACKGROUND AND RATIONALE

Gaps and/or redundancies:

- Add “natural disasters” in line 4, after climate change, because of the high incidence of natural disasters in the Caribbean;
- Paragraph 2 and 3 are redundant, 3 could be deleted and 2 could be rephrased (see suggestion below)
- Include macroeconomic aspects, which are essential for investment
- Mention the need for preparing for an responsible investment, with strong studies, including feasibility and macroeconomic assessments and good evaluation, for a successful outcome of investments

OBJECTIVE, NATURE AND SCOPE

Gaps and/or redundancies:

- Redundancy of paragraph 3 of Background and paragraph 1 of Objectives
- Strong reference to human rights frameworks and the primarily objective of promoting investment by and for smallholders producers through public policies implemented by states at national level
- On stakeholders, middlemen, distributors and traders are missing (they are important links in the value-chain), other Ministries (in addition to Ministry of Agriculture)
- Strong reference to the Global Strategic Framework for FSN, the VGGT, and the 40th CFS Roundtable policy decision on investment of smallholders
- Rules for private investment that respect and promote smallholders investment
- Reference to the micro agriproducers, which in most cases are women and youth; also to small and medium ag enterprises

Suggestions for improvement

- Investing in agriculture and food systems do not necessary translates into reduction of poverty, unless investments are targeted to these objectives (language suggested “investing responsibly in agriculture and food system can be an effective strategy for reducing poverty, hunger and malnutrition and promoting sustainably”;
- Make the concept of sustainable development consistent with the Rio+20 outcome document
- Suggestion for language throughout the document: “food and nutrition security”
- Suggestion for language throughout the document: use the term “family farming”
- Suggestions of language for the para 5 “... their actions in the short-term and for the impact in the long-term”
- Suggestion for re-structuring the document

**PART I: FOOD SECURITY, NUTRITION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT (ECONOMIC, SOCIAL,
ENVIRONMENTAL AND CULTURAL ISSUES)**

FOOD SECURITY AND NUTRITION AND THE PROGRESSIVE REALIZATION OF THE RIGHT TO ADEQUATE FOOD IN THE CONTEXT OF NATIONAL FOOD SECURITY PRINCIPLE 1
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> Promote a model of investment based on small food producers and a model of markets, which foster FSN (reference could be made to the 40 CFS Roundtable decision on investment on smallholders) Highlight that investments should not undermine rights Address issue of food prices more Add to the last bullet of the “application”: enhancing the interaction between agriculture and social protection mechanisms “including through home-grown school feeding and in-kind food transfer programmes that purchase food from local family farmers” Include, among the bullets of Principle 1, a principle that states: “contribute to the achievement of sustainable development” Include non-food agricultural production, which are also an important income for family farmers Define investment areas: technology, research, education, infrastructure
ECONOMIC AND SOCIAL ISSUES PRINCIPLE 2
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> Suggestion to substitute the expression “labour intensive investments” (para 2 of Rationale) to “jobs created by rural investments” Review the role of social capital and its impact on small-scale food producers and processor by region and ensure there is balance in gender equality It should be clear that the responsible investments should be in accordance with the WTO rules and other trade agreements Reiterate that decent work is an obligation of states (respect the rights of agricultural workers as defined by ILO Convention) Include clear condemnation of any land or other natural resources grabbing practices, based on the definitions enshrined in the RtF Document. Make reference to the rights to common property resources in sustaining rural producer households and livelihoods. Reiterate the role of public policies in supporting investment by and for smallholders Reference to 40 CFS Roundtable on investing in smallholders (paragraphs 34, 35, 41, 45, 48) to improve language Include reference to taxes, private investments should pay taxes
ENVIRONMENT, NATURAL RESOURCES AND CLIMATE CHANGE PRINCIPLE 3
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> Include mention to natural disaster in rationale “The impact of climate change and natural disaster increases the risk for all investors....” It is not clear what “interventions” refer to (in the last sentence of Rationale), it could be different practices for adaptation and sustainable use of resources Promote agro-ecological approaches for production, included in linkage with local knowledge Ensure access to seed, water and land for local communities Support to small-scale food producers and workers for adaptation to climate change should be a priority Strategies to complement the action in the upper and lower part of watersheds, to foster collaboration of different groups for the conservation of water and soil Reference to 40 CFS roundtable investing in agriculture and 39 CFS roundtable on climate change Incentives for investments that protect the environment would encourage good agricultural

<p>practices</p> <ul style="list-style-type: none"> • Make reference to education to farmers and information to promote better and more sustainable practices • Consider other sources of income for rural development, such as ecotourism • In objectives, include reference to the need to take into account the sharing of benefits arising from the utilization of genetic resources for food and agriculture, according to the laws of provider countries and relevant international treaties • In objective, include reference to the respect farmers' rights as enshrined in the IPTGRFA and other relevant international documents • In objective, include that responsible investment should contribute to the promotion of livelihoods of indigenous peoples and traditional communities • In Application, include: Preserving genetic material and biodiversity, improving the genetic resource pool of food and agriculture, promoting the use of neglected and underutilized species • In application, 4th bullet point, include "in consistency with national and international obligations of access and benefit sharing derived from the use of traditional knowledge, especially those associated to genetic resources" • Language suggestion: substitute "regeneration" with "restoration", in line with international treaties • Opportunities and access to organic markets, especially small islands and developing states • Include reference to ag insurance: Given the vulnerability of agricultural production to climate change and natural disaster, rai must be accompanied by appropriate insurance
<p style="text-align: center;">CULTURAL ISSUES</p> <p style="text-align: center;">PRINCIPLE 4</p>
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Make explicit reference to the Economic Social and Cultural Rights Agreement and the importance of disseminating it for its application • Include reference to the ILO 169 Convention on Indigenous Peoples, CEDAW Convention (especially article 14, for rural women), • Include the need to eliminate or reduce piracy and introduce the intellectual rights to protect indigenous knowledge and practices • Promote ability to access, breed, produce conserve purchase exchange sell use seeds they need including modern varieties of seeds (40 CFS roundtable decision, para 40) • Recommendation to rephrase the second bullet of the principle, because the meaning is not very clear (one suggestion, replace "considered legitimate" with "embraced"; or shift it to principle 6)
<p style="text-align: center;">ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART I</p>
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <p>States:</p> <ul style="list-style-type: none"> • in addition to bullet 2, States should disseminate the information on international core labour standards and human rights obligations • bullet 4: some agreements, especially in the Caribbean, do not benefit small-scale producers and processors. The sentence could be deleted, since its self-evident and offers no value-added • Strengthen the capacity of smallholders to meet the required standard (national, regional and international standards) in order to allow them to participate in the competitive markets, • International agreements should not marginalize local production in developing countries, rather it should foster their development and competitiveness; they should help building the capacity of smallholders (human and physical) in developing countries so they can meet standards • In the bullet 1 of States are encourage to, include "in compliance with the multilateral trade rules" after support investments and services for investors • Include reference to a rural extension services, when referring to education etc

Suggestions for improvement

- (see above)

PART II POLICY COHERENCE AND SECTOR DEVELOPMENT

PRINCIPLE 5
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rationale, paragraph 1, Substitute “harmonization” to “articulation” • Rationale, paragraph 2, add “enhance quality assurance for food and nutrition security” in the first line • Rationale, paragraph 2, add “cooperation and partnerships to develop synergies to create positive impacts...” • Objective, bullet 4, add, at the end of the sentence, “especially for family farmers” • Should promote policy coherence, whose clear priority is the production of food • Consistency with the RtF Document • Trade and Investment agreement should also be coherent with the RtF • Reference to paragraphs 31, 32, 39, 48 of 40 CFS Roundtable on investing in smallholders
ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART II
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Include in the section “states are encourage to”: Trade related issues has social capital impacts, governments must ensure balance both in negotiation and distribution • Include, in the section “Sates of origin of transnational investors are encouraged to, bullet 1, “are consistent with their own policies, laws and international human rights, trade and environmental obligations” • Include, among the role of States, to build a solid statistic system for data collection and analysis and proper decision-making • States should promote multistakeholders plataforms to develop policies in the area of agricultural investment

Suggestions for improvement

See above

PART III GOVERNANCE, GRIEVANCE MECHANISMS AND ACCOUNTABILITY

GOVERNANCE AND DECISION MAKING PROCESSES
PRINCIPLE 6
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Free, prior and informed consent should be for all stakeholders, including but not limiting to indigenous peoples • Rationale: redundancy in the first phrase. Suggestion: delete “enable”, to read “good governance is a prerequisite for responsible investment in ag • Include reference to multistakeholder platforms for developing national strategies and policies, in a participatory approach • Address the poor unbalances in markets • Objectives, include within the key elements: durability and relevance • Application, bullet 4: include participation of peasants and grassroots women (and all communities affected by the investment) • Bullet 5, make reference also to the CEDAW article 14. • Implement strong monitoring and evaluation system
GRIEVANCE MECHANISMS
PRINCIPLE 7
<p>Gaps and/or redundancies:</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Include the reference to a possibility to review and reopen contracts if they fail to achieve the expected outcomes • Also mention compensation to affected communities (for displacements, loss of means of living and resource access, etc): government should provide the necessary legal mechanisms to protect small-scale producers to ensure they receive timely compensation for good and services and investments • Mutual understanding between investors (expatriating) and producers so all rights are respected by both parties • Governments for SIDS should support the establishment of agricultural export platforms in third countries to facilitate exports' trade and provide protection to ag exporters
<p style="text-align: center;">REVIEW MECHANISMS AND ACCOUNTABILITY</p> <p style="text-align: center;">PRINCIPLE 8</p>
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • This principle should promote participation and inclusion of local stakeholders • Explain what accountability means
<p style="text-align: center;">ROLES AND RESPONSIBILITIES FOR PART III</p>
<p>Gaps and/or redundancies:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bullet point 4 from section investor should be moved to the responsibility of States, since it is a governmental role • Differentiate actors (not all actors in the same group), especially among investors, which should contemplate the different profile of investors and their correspondent responsibilities • Last sentence: specify that the CFS should be the global platform for coherence on food and nutrition policies where relevant stakeholders (list the relevant stakeholders, such as agriculture, public policies, social protection, and the like)

Suggestions for improvement

<ul style="list-style-type: none"> • Include section on implementation and monitoring, with UN RBA playing a leading role to ensure the international coordination of efforts of the different stakeholders to implement the CFS rai at national level • National gvts and stakeholders must develop country-owned implementation strategies and other actors are expected to respect and comply to them. • Include an additional principle on gender equality and women's rights (could be reflected as a cross-cutting issue or as a single principle) •
--

Annex 2. Written Statements

Me dirijo a ustedes, en su condición de Co Presidentas y en atención al pedido verbal que les solicité, inmediatamente después de haber terminado la reunión: Consulta Regional CFS e IAR para Latinoamérica y el Caribe.

En tal sentido, cumpla con hacerles llegar, por esta vía, en mi condición de Delegado del Perú en la Reunión mencionada en la sumilla.

Como podrán comprobar, de la totalidad de propuestas formuladas por el suscrito, la única que recoge el documento final es la de utilizar la expresión compuesta "seguridad alimentaria y nutricional" en lugar de "seguridad alimentaria y la nutrición".

Al respecto le hago saber que solicité la siguiente redacción en cuanto a los objetivos del Principio 1:

"Garantizar la disponibilidad de alimentos inocuos y nutritivos en cantidades suficientes, con un nivel de producción adecuado, respetando los hábitos alimenticios y la interculturalidad de cada región y localidad".

"Asegurar el acceso a alimentos inocuos y nutritivos para toda la población, preferentemente la más vulnerable".

"Asegurar el consumo adecuado de alimentos inocuos y nutritivos, respetando los hábitos alimenticios y la interculturalidad de cada región."

Garantizar medidas de adaptación a manifestaciones del cambio climático y prevención y contingencias frente a eventos como plagas y enfermedades, factores de mercado, situaciones de conflicto y otros que pudieran generar crisis de inseguridad alimentaria"

2.- En cuanto a la aplicación del Principio 1, sugerí agregar:

- Fomentar la inversión en infraestructura vial y de comercialización de alimentos, así como en servicios básicos, priorizando las zonas rurales

- Incentivar la reducción de la vulnerabilidad a riesgos de desastres por el cambio climático

3.- En cuanto al Principio 2, sugerí agregar: garantizan la sostenibilidad de una mejora económica y social, a través de la interacción entre actores locales que fomentan el desarrollo.

4.- Respecto a la aplicación del Principio 2, sugerí agregar: Asimismo es importante que las inversiones responsables en agricultura y sistemas alimentarios estén articuladas a una dinámica territorial, considerando aspectos ambientales, sociales, económicos y culturales, lo que permitirá la dinamización de la economía local logrando que las mejoras económicas y sociales en la población sean sostenibles en el tiempo.

5.- Sobre el Principio 3, propuse la siguiente redacción: contribuyen a la adaptación y mitigación al cambio climático, así como a la prevención y contingencias frente a eventos como plagas y enfermedades.

6.- Respecto al Principio 4, sugerí la siguiente redacción: respetar el patrimonio cultural y los paisajes, así como revalorar los conocimientos tradicionales, promoviendo su difusión, expansión y aplicación.

7.- En cuanto al Principio 5, recomendé eliminar el segundo punto.

8.- En cuanto al Principio 8, sugerí agregar: es necesario asegurar el accountability en los procesos de toma de decisión y de acciones.

Muy atentamente,

Manuel Loyola, Gobierno de Peru

Contribuciones del MSC al resumen de la Presidenta de la Consulta para América Latina y el Caribe del CSA sobre inversión agrícola responsable (iar)

Panamá, 17 y 18 de febrero de 2014

Declaraciones generales

- El documento debe referirse a “productores de alimentos a pequeña escala y trabajadores de la agricultura” en lugar de pequeños productores y otras formas de referirse a ellos utilizadas a lo largo del documento.
- Los principios de las iar deben construirse en base a:
 - o los acuerdos, conceptos, lenguaje y recomendaciones ya aprobados por el CSA, para dar coherencia al proceso del CSA.
 - o los tratados y pactos internacionales en materia de Derechos Humanos, Derechos Económicos, Sociales y Culturales (PIDESC), Declaración de los derechos de los pueblos indígenas, Convenio N°169 de la OIT, la CEDAW, la resolución del TIRFA sobre derechos campesinos de septiembre de 2013,
- Creemos necesario explicitar más claramente los intereses de los distintos actores en sistema agroalimentario, que toman decisiones sin involucrarnos a pesar que la alimentación depende muy mayoritariamente de la producción a pequeña escala.

Pregunta de orientación 1

- Los principios de la iar deben promover la implementación de políticas públicas que prioricen la inversión por y para los productores a pequeña escala y los sistemas locales de distribución de alimentos.
- Es necesario diferenciar claramente los distintos tipos de inversores.
- El enfoque de derechos debe ser la base de todos los principios y no solo el primero.
- Acceso a financiamiento. Tomar como referencia resolución sobre Mesa redonda del CSA 40 sobre políticas acerca de la “Inversión en la agricultura a pequeña escala en favor de la seguridad alimentaria y la nutrición” (párrafo 48).

Pregunta de orientación 2

- El Estado debe contribuir al fortalecimiento de las organizaciones de “productores de alimentos a pequeña escala y trabajadores de la agricultura”.
- La viñeta 16 del resumen de la Presidenta debe aclararse. Los Estados deben crear mecanismo que permitan a los “productores de alimentos a pequeña escala y trabajadores de la agricultura” vigilar la protección de sus derechos y medios de subsistencia.

Pregunta de orientación 3

- Los principios de la iar deben abordar los impactos de los Tratados de Comercio e Inversiones sobre el Derecho a la alimentación.

- Se debe distinguir claramente entre inversión pública e inversión privada.

Pregunta de orientación 4

- La terminología relativa a los "productores y elaboradores de alimentos a pequeña escala" debería clarificarse para garantizar que están contemplados todos los grupos afectados por las inversiones agrícolas: campesinos, sin tierra, aparceros y arrendatarios, trabajadores agrícolas, pastores, agricultores familiares, pescadores artesanales, recolectores, artesanos, agricultores urbanos, pueblos indígenas y elaboradores a pequeña escala. La terminología que proponemos al respecto es: "productores de alimentos a pequeña escala y trabajadores agrícolas".

- Dado que la estructura actual es confusa, proponemos que el documento se divida en las siguientes 4 partes:

- i. Objetivos, naturaleza, alcance y prioridades (una fusión de Antecedentes y justificación con la parte Objetivos, naturaleza y alcance, agregando las Prioridades).

Nos parece importante tener en la sección introductoria los principales contenidos que establecen la pauta para todo el documento. Aquí se recomienda añadir una fuerte referencia al marco de los Derechos Humanos, el hecho de que la inversión responsable debe promover la inversión principalmente por y para los productores de alimentos a pequeña escala a través las políticas públicas puestas en marcha por el Estado a nivel nacional, y abordar la cuestión de la otra inversión con el propósito de regularlos con el fin de "no perjudicar" a los productores de alimentos a pequeña escala. En esta parte se recomienda la referencia a los tres documentos importantes aprobados por el CSA: las DVG, el Marco Estratégico Mundial y las recomendaciones de la Mesa Redonda de Políticas del CSA 40 inversión en la agricultura a pequeña escala en favor de la seguridad alimentaria y la nutrición

- ii. **Principio**

Esta parte debe enumerar los principios con una breve explicación de cada uno que sintetice los actuales Aplicación y Objetivos de cada principio.

- iii. **Roles y responsabilidades**

Creemos necesaria una sola parte de sobre roles y responsabilidades, donde se diferencien los roles y responsabilidades de diferentes actores. A inicios de las discusiones acordamos que los roles y responsabilidades deberían agruparse por actor y no por principio, para evitar repeticiones y redundancias.

- iv. **Implementación y monitoreo**

PLENARY: INTERVENTION OF ARGENTINA

- VOLUNTARY NATURE / LESS PRESCRIPTIVE WORDING

- 1) One of the main issues agreed in the Terms of Reference (ToRs) is the voluntary and non-binding nature of the principles for responsible agricultural investment (RAI), which should be reflected in the wording of the document as more general

considerations of a guiding type, avoiding the use of prescriptive language. In this sense, expressions like “roles and responsibilities” should not be used in relation to stakeholders (States, investors, civil society, etc.) Instead, “recommendations and guidelines” or other expressions more consistent with the non-binding nature of the principles should be used. In addition, the suggestion of particular measures or actions in the document is typical of regulatory instruments, as well as any reference to the monitoring of the implementation of the principles. Bearing in mind these comments, it is considered that the document should be revised in order to avoid prescriptive wording.

- TERMINOLOGY

- 2) In general, terminology already agreed at multilateral level should be used. In case a new concept is introduced with a definition not agreed at multilateral level, such as “food systems”, mentioned in the first paragraph of the Zero Draft and defined in footnote 1, the proposed definition should be revised during the negotiation of the text so as to reach a consensus on it.
- 3) As for the concept of “sustainable development”, throughout the Zero Draft it is held that the expression encompasses economic, social, environmental and cultural issues. In this regard, it should be mentioned that the concept of sustainable development, as multilaterally agreed in the Rio Declaration on Environment and Development (1992) and reaffirmed in the Rio+20 Conference in 2012, includes three pillars in a well-balanced way: the economic, social and environmental pillars. Therefore, the scope and appropriateness of including an additional dimension (cultural issues) in a concept already agreed at multilateral level are not clear.
- 4) Throughout the document, expressions like “enabling environment”, “conducive policy framework”, “good governance”, “enabling institutional and policy environment”, and “competitive and transparent market environment” are used with unclear meaning and scope. Moreover, this kind of expressions seems to imply a “one size fits all” approach, which is not suitable. Policy frameworks and the environment, as well as governance, will depend on the national development strategies, which are decided by the States. Therefore, the document should refer to the promotion of national development strategies. Within the framework of these national development strategies, States should facilitate the awareness of investment opportunities, as well as the various programs of support, incentives and financing available. The document should clearly state that the existence of a national development strategy shows which path to follow and guides the responsible productive investment, maximizing the positive effects on the creation of decent jobs, value addition, and contributing to the achievement of food security, nutrition and sustainable development.

- INCLUSION OF ISSUE ON “RESPONSIBLE PRODUCTIVE INVESTMENT”

- 5) The Zero Draft should mention the importance of “responsible productive investment,” which refer to investments in the real economy which create jobs and value added, as

opposed to short-term financial investments which, in agricultural markets, particularly cause high volatility mainly affecting the poorest producers and consumers. In this regard, the importance of investments requiring much labor and generating greater value added in improving food security and nutrition through their effects on unemployment and poverty, especially in rural areas, should be more clearly highlighted in the text. In this sense, it is important to make it clear that the main causes of food insecurity are poverty and the unequal distribution of income. (Therefore, principle 2 is particularly important.)

- ISSUES THAT SHOULD BE INCLUDED OR REINFORCED

6) The following issues should be reinforced throughout the text:

- Smallholders and family farming, without neglecting medium and large-scale agriculture. The Zero Draft should contain proposals aimed at investments in general and should also include the reality of the different sectors.
- Gender.
- Social protection, given its importance in relation to the access to food by the most vulnerable populations.
- Food waste and loss.
- Market access improvement and the obstacles faced mostly by small producers to market their products.
- The crucial importance of technology transfer and the provision of financial resources by developed countries to developing and least-developed countries (mainly, in relation to principle 3.) In particular, the States of origin of transnational investments could be encouraged to promote mechanisms which ensure technology transfer and the productive chains invigorating the economies of countries benefiting from investments.
- To enhance the recognition that investments in agriculture are only one of many factors which contribute to the improvement of food security and nutrition.

- CONSISTENCY BETWEEN THE ZERO DRAFT AND THE TERMS OF REFERENCE

7) Regarding the “Objective, nature and scope” section, in the second paragraph referred to stakeholders, the list (which is non-exhaustive) should be exactly the same as that contained in section B of the Terms of Reference of the RAI principles.

8) Principle 1:

- In the “Objectives” section, the fourth bullet point introduces the concept of “resilience” in agriculture and food systems. In this regard, it should be noted that this concept is not included in the ToRs and that its use should be avoided because there is not a one-to-one definition agreed at international level but, on the contrary, there are divergences regarding its content, scope and applicability.
- In the “Rationale” section, reference is made to “adequate utilisation” but it is not clear what that expression means. If it refers to the appropriate use of food, it is considered that the first paragraph of this section, in which the definition of food security is transcribed, suffices. In addition, defining what is meant by “adequate utilisation” of food is an issue beyond the scope of the RAI principles.

9) Principle 2:

- In the “Rationale” section, the second paragraph on tenure rights should be reworded so as to make direct and specific reference to the Voluntary Guidelines for the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security (VGGT.) (In this regard, the following text is proposed to replace the second paragraph: “The VGGT should be applied, where appropriate, to encourage long-term investments by different actors, including small-scale food producers small scale”.)

10) Principle 3:

- The current wording of this principle in the Zero Draft clearly exceeds the ToRs, which refer to the environmental issue in general terms (bullet point iii, Section D of the ToRs: “the impact of agricultural investments on environmental, economic, social and cultural aspects.”) Therefore, this principle should not include so specific issues such as climate change.
- According to the foregoing, the appropriate wording consistent with the ToRs would be as follows: “Responsible investments in agriculture and food systems contribute to the protection of the environment.”
- Also, in substantive terms, it is deduced from the text that the principle and its explanation refer to the mitigation of climate change effects on agriculture in absolute terms (i.e., the reduction of greenhouse gases in absolute terms), which in real terms would mean reducing agricultural and livestock production, which would be contrary to food security and, thus, the objectives of these RAI principles.
- Moreover, any wording on this issue should be fully consistent with the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) and make express reference to its principles and provisions.

11) Principle 8:

- As stated in the ToRs, the “Review Mechanisms and Accountability” section should use as a model the VGGT (Sections 3B and 4, and Part 7.)
- A text similar to that in paragraph 26.1, Part 7 (Promotion, Implementation, Monitoring and Evaluation) of the VGGT should be drafted, stating that: “In accordance with the voluntary nature of these Guidelines, States have the responsibility for their implementation, monitoring and evaluation.”
- Also, mention could be made of the Committee on World Food Security (CFS) as the forum for the exchange of experiences related to the implementation of these principles, as stated in paragraph 26.4, Part 7 of the VGGT.

- STRUCTURE OF THE ZERO DRAFT

- 12) The possibility of joining the “Objectives” and “Application” titles under a single section called “OBJECTIVES - HOW TO ACHIEVE THEM” should be discussed. We believe that this makes reading easier and the text clearer.

INTERVENCIÓN DELEGACIÓN ARGENTINA EN PLENARIO

- CARÁCTER VOLUNTARIO / LENGUAJE MENOS PRESCRIPTIVO

- 13) Uno de los puntos centrales acordados en los ToR es la naturaleza voluntaria y no vinculante de los PRAI, lo cual debería verse reflejado en el lenguaje utilizado a lo largo de todo el documento, el cual debería ajustarse a consideraciones más generales y de tipo orientativo, evitando utilizar lenguaje prescriptivo. En este sentido, no es apropiado utilizar expresiones como “funciones y responsabilidades” en referencia a las partes interesadas (Estados, inversores, sociedad civil, etc.). En su lugar, se debería hacer mención a “recomendaciones y guías” u otras expresiones más acordes a la naturaleza no vinculante de los principios. Asimismo, las sugerencias específicas de medidas o acciones en particular contenidas en el documento son propias de instrumentos más normativos, al igual que toda referencia a monitoreo de la aplicación de los principios. Teniendo presente estas observaciones se considera que el documento debe revisarse con el objetivo de evitar utilizar lenguaje prescriptivo.

- TERMINOLOGÍA

- 14) En términos generales, se debería utilizar terminología ya acordada a nivel multilateral. En los casos en que se introduzca un nuevo concepto cuya definición no haya sido consensuada aún a nivel multilateral, como el de “sistemas alimentarios”, mencionado en el primer párrafo del documento B0 y definido en la nota al pie número uno, se deberá revisar la definición propuesta durante la negociación del texto, de modo tal de arribar a una definición consensuada.

- 15) En relación con el concepto de "desarrollo sostenible", a lo largo del B0 se sostiene que dicha expresión abarca cuestiones económicas, sociales, ambientales y culturales. Al respecto, debe señalarse que el concepto de desarrollo sostenible, acordado a nivel multilateral en la Declaración de Río sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo (1992) y reafirmado en la Cumbre de Río más 20 en 2012, incluye de manera balanceada tres pilares: económico, social y ambiental. Por lo tanto, no queda claro la conveniencia y el alcance de agregar una dimensión adicional (temas culturales) dentro de un concepto que ya ha sido acordado a nivel multilateral.
- 16) Cabe notar que a lo largo del documento se utilizan expresiones tales como "entorno favorable" ("enabling environment"), "marco de políticas propicios" ("conducive policy framework"), "buena gobernanza" ("good governance"), "entorno institucional y normativo propicio" ("enabling institutional and policy environment") y "entorno mercantil competitivo y transparente" ("competitive and transparent market environment"), cuyo significado y alcance no es claro. Más aún, este tipo de expresiones parece implicar un enfoque del tipo "one size fits all", lo cual no es adecuado. Los marcos de políticas y el entorno, así como la gobernanza, dependerán de las estrategias de desarrollo nacional, que son decididas por los Estados. Por lo tanto, el documento debería tener expresiones que hagan referencia a la promoción de estrategias de desarrollo nacional. En el marco de dichas estrategias de desarrollo nacional, los Estados deberían facilitar el conocimiento de las oportunidades de inversión, así como los diversos programas de apoyo, incentivos y financiamiento disponibles. En el documento debería expresarse claramente que la existencia de una estrategia de desarrollo nacional clarifica el rumbo a seguir y orienta a la inversión productiva responsable, maximizando las repercusiones positivas en la generación de empleo decente, valor agregado, y contribuyendo al logro de la seguridad alimentaria, la nutrición y el desarrollo sostenible.

- INCORPORACIÓN TEMA "INVERSIONES PRODUCTIVAS RESPONSABLES"

- 17) El B0 debería hacer referencia a la importancia de las "inversiones productivas responsables". Esto refiere a inversiones en la economía real, que generen empleo y valor agregado, en contraposición a las inversiones financieras a corto plazo que en los mercados agrícolas, en particular, generan alta volatilidad, afectando especialmente a los consumidores y productores más pobres. En este sentido, debe destacarse más claramente en el texto la importancia de las inversiones que requieren mucha mano de obra y que generan mayor valor agregado en la mejora de la seguridad alimentaria y la nutrición a través de sus efectos sobre el desempleo y la pobreza, sobre todo en las zonas rurales. Al respecto, se debe tener bien en claro que las principales causas de la inseguridad alimentaria son la pobreza y la desigual distribución del ingreso. (En función de lo anterior, el principio 2 resulta de particular importancia.)

- TEMAS QUE DEBERÍAN INCORPORARSE O REFORZARSE

18) Se debería reforzar el abordaje de los siguientes temas a lo largo del texto:

- pequeños productores y la agricultura familiar, sin descuidar la consideración de la agricultura de mediana y gran escala. Se debe procurar que el borrador cuente con propuestas dirigidas a las inversiones en general, a la vez que incorpore también las realidades propias de los distintos sectores
- cuestión de género
- la cuestión de la protección social, dada su importancia en relación con el acceso a los alimentos por parte de las poblaciones más vulnerables
- las pérdidas y el desperdicio de alimentos
- La mejora en el acceso a mercados y los obstáculos que enfrentan sobre todo los pequeños productores para comercializar sus productos
- la importancia crucial de la transferencia de tecnología y la provisión de recursos financieros desde los países desarrollados a los países en desarrollo y menos adelantados (sobre todo en relación con el Principio 3). En particular, se podría invitar a los Estados de origen de las inversiones transnacionales a promover mecanismos que garanticen la transferencia de tecnología y los encadenamientos productivos que dinamicen a las economías de los países receptores de la inversión
- Aumentar el reconocimiento de que las inversiones en agricultura son solo uno de los muchos factores que contribuyen a la mejora de la seguridad alimentaria y la nutrición

- CONCORDANCIA TEXTO B0 CON LOS TOR

19) Respecto de la sección "Objetivo, naturaleza y alcance", en el segundo párrafo referido a las partes interesadas, se considera que la enumeración (no taxativa) que se realiza debería ser exactamente la misma que la contenida en el punto B de los ToR de los PRAI.

20) Principio 1:

- en la sección "Objetivos", en el cuarto punto se introduce el concepto de "resiliencia" en la agricultura y en los sistemas alimentarios. Al respecto, cabe señalar que dicho concepto no fue incorporado en los ToR y que debería evitarse su utilización, ya que no existe a nivel internacional una acepción

unívoca del mismo, sino que por el contrario, hay divergencias respecto a su contenido, alcance y aplicabilidad.

- En la sección "Justificación", se hace referencia a "utilización adecuada", pero no queda claro a qué se refiere dicha expresión. En caso de referirse a la adecuada utilización de los alimentos, se considera que es suficiente con lo expuesto en el primer párrafo de esta sección, en el cual se transcribe la definición de seguridad alimentaria. Por su parte, definir qué se entiende por "adecuada utilización de los alimentos" es un tema que excede el alcance de los PRAI.

21) Principio 2:

- en la sección "Justificación", se debería reformular el segundo párrafo que refiere a los derechos de tenencia de modo tal de hacer referencia específica y directa a la Directrices voluntarias sobre la gobernanza responsable de la tenencia de la tierra, la pesca y los bosques en el contexto de la seguridad alimentaria nacional (DVTT). (Al respecto, se propone la siguiente redacción para reemplazar el párrafo segundo: "DVTT deberían aplicarse, cuando sea apropiado, para fomentar las inversiones a largo plazo por parte de diferentes agentes, incluidos los productores de alimentos en pequeña escala")

22) Principio 3:

- la redacción actual de este principio en el B0 excede a todas luces los ToR, en los cuales se hace referencia al tema medioambiental en términos generales (punto c de sección D de los ToR, que hace referencia a "las repercusiones de la inversión agrícola desde el punto de vista medioambiental, económico, social y cultural (...)" . Por lo tanto, el principio en cuestión no debería incluir cuestiones tan específicas como el cambio climático.
- En virtud de lo anterior, la redacción apropiada que se ajustaría a los ToR sería: "Las inversiones responsables en agricultura y sistemas alimentarios contribuyen a la protección del medioambiente"
- Asimismo, en términos sustantivos, se deduce del texto que el principio y su explicación refieren a la mitigación del cambio climático en la agricultura en términos absolutos (es decir, la minimización de los gases de efecto invernadero en términos absolutos) lo cual implicaría en términos reales bajar la producción agrícola y agropecuaria, lo cual iría en contra de la seguridad alimentaria y, por ende, de los objetivos de estos PRAI.
- Por su parte, toda redacción sobre esta cuestión debe estar en plena concordancia y coherencia con la Convención Marco de Naciones Unidas sobre

Cambio Climático (CMNUCC) y hacer referencia expresa a sus principios y disposiciones.

23) Principio 8

- Tal como se señala en los ToR, la sección de mecanismos de revisión y rendición de cuentas debe seguir como modelo lo acordado en DVTT (secciones 3B y 4 y parte 79.
- Por lo tanto, se debería generar una redacción similar a la contenida en el punto 26.1 de la Parte 7 (Promoción, ejecución, seguimiento y evaluación) de las DVTT, que sostiene: "De acuerdo a la naturaleza voluntaria de estas Directrices, los Estados tendrán la responsabilidad de su ejecución, seguimiento y evaluación".
- Asimismo, se puede hacer mención al Comité de Seguridad Alimentaria Mundial (CSA) como el foro donde se intercambien experiencias respecto de la aplicación de estos principios, tal ocurre en el punto 26.4 de la parte 7 de las DVTT.

- ESTRUCTURA DEL B0

- 24) Se sugiere analizar la posibilidad de unir los títulos OBJETIVOS y APLICACIÓN bajo una única sección denominada "OBJETIVOS – FORMA DE ALCANZARLOS". Entendemos que esto facilita la lectura y da mayor claridad al texto.